



Argumentaire sur l'initiative sur l'eau potable

Que veut l'initiative ?

L'initiative populaire « Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique » dite initiative sur l'eau potable exige que les paiements directs versés à l'agriculture le soient uniquement pour des modes de culture sans danger pour la santé et l'environnement et ne polluant pas l'eau potable. Elle exige concrètement la production sans pesticides, la sauvegarde de la biodiversité, un cheptel qu'il soit possible de nourrir avec les aliments produits sur l'exploitation et la renonciation aux traitements antibiotiques prophylactiques. Si les producteurs de fruits sont nombreux à se passer de paiements directs, l'arboriculture est néanmoins concernée par l'initiative, car elle veut tout simplement interdire les produits phytosanitaires et exige une production fruitière sans produits phytosanitaires. Elle va même jusqu'à insinuer que les produits phytosanitaires ne seraient pas nécessaires.

Situation politique initiale

Le comité a réuni les signatures nécessaires en relativement peu de temps, ce qui donne à penser que la population voit un besoin d'agir en la matière. Le 14 décembre, le Conseil fédéral a délivré son message au Parlement sur l'initiative sur l'eau potable. Il rejette l'initiative et renonce à présenter un contre-projet. Au lieu de cela, il veut renforcer et compléter les mesures existantes portant sur les produits phytosanitaires dans le cadre de Politique agricole 2022. En septembre 2017, le Conseil fédéral a adopté le « Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires » soutenu par la Fruit-Union Suisse, qui sera soumis au vote populaire au plus tôt en 2020. Les initiants de l'initiative sont la Bernoise Franziska Herren et son association « Sauberes Wasser für alle » (De l'eau propre pour tous). Ils sont soutenus par Greenpeace Suisse, Delinat AG Bioweine et la Fédération suisse de pêche. Les Verts sont le seul parti politique à soutenir cette demande. Les opposants à l'initiative sont le Conseil fédéral, la Fruit-Union Suisse, l'Union Maraîchère Suisse et l'Union suisse des paysans.

Arguments contre l'initiative

Elle menace l'arboriculture fruitière suisse

Les produits phytosanitaires (PPh) permettent la production de fruits suisses de bonne qualité en quantité suffisante. Sans PPh, les producteurs de fruits sont en incapacité de protéger suffisamment leurs cultures contre les bio-agresseurs. La renonciation à tous les produits phytosanitaires entraînerait une diminution des rendements moyens de 20 à 40 pour cent. En année de météo défavorable - surtout très humide - les pertes de récolte risqueraient d'être encore beaucoup plus importantes. Cela renchérirait encore la production qui coûte de toute façon cher et ne serait plus du tout rentable en Suisse. Nous serions contraints d'importer plus d'aliments.

Les fruits suisses ne seront plus concurrentiels

Sans application de PPh, les arboriculteurs suisses produiraient nettement moins de fruits qu'à ce jour. Le taux d'autoapprovisionnement diminuerait drastiquement. Afin de satisfaire la demande, nous serions contraints d'importer plus de fruits de l'étranger où les conditions d'emploi et les consignes de production sont fréquemment moins sévères. On ne ferait que déplacer le prétendu problème.

Les producteurs suisses pour une utilisation de PPh durable

Les producteurs de fruits suisses s'engagent pour l'utilisation durable des PPh selon les directives de SuisseGAP, SUISSE GARANTIE (PER) et BIO Suisse. L'utilisation de PPh a été réduite considérablement ces dernières années. Le Conseil fédéral a de plus adopté le « Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires ». Ce plan prévoit de réduire de moitié les



risques liés à l'utilisation des PPh et de promouvoir le remplacement des produits phytosanitaires de synthèse. La Fruit-Union Suisse soutient ce plan d'action et s'engage pour une mise en œuvre conforme aux besoins de la pratique et rapide. Il est impossible de renoncer complètement aux PPh tant en production intégrée qu'en production biologique.

L'initiative restreint la liberté de choix

Comme conséquence de l'initiative, les fruits suisses ne seront plus concurrentiels sur le marché. Les Suisses consomment chaque année quelque xx kilogrammes de fruits. Ils peuvent choisir parmi des produits issus de régions, de catégories de prix et de modes de culture différents. Nos citoyens profitent abondamment de ce choix que l'initiative met toutefois en danger, car sans PPh, il n'y aura plus de fruits indigènes à des prix concurrentiels...